J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 709 8 décembre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Francine Crettaz
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz

20 ANS

709

Double course aux armements

Il est bon et utile que des militaires à haute responsabilité participent, en tenue veston, à des débats publics. Non pour définir une politique, ce n'est pas leur rayon, ni leur galon, mais pour dire, en professionnels, comment les problèmes stratégiques se posent à eux et se soumettre, comme cela est naturel pour qui est détenteur d'un pouvoir, au jugement critique extérieur.

Or les débats suscités en Europe par l'installation de fusées nucléaires américaines ont permis, pour le profane, d'en savoir plus. Pas tellement le décompte des arsenaux: mes ogives contre les siennes; mais l'évolution même de l'armement.

En gros, ceci.

Toute appréciation des stratèges repose d'abord sur le constat que l'équilibre de la terreur, c'est-à-dire la possibilité de toucher et de détruire les centres vitaux de l'ennemi, est atteint depuis longtemps par les deux grandes puissances mondiales. Cet équilibre n'est pas près d'être remis en question, pour deux raisons: l'accumulation est telle que le plus ou le moins devient sans importance décisive; on ne tue, ni ne détruit deux fois. Deuxième raison: les rampes de lancement sont, de part et d'autre, inatteignables et ne peuvent par conséquent être annihilées par celui qui tire le premier; en effet, pour longtemps encore, les sous-marins nucléaires se déplaceront sans qu'il soit possible de les repérer.

Le paradoxe tient au fait que la course aux armements se poursuit indépendamment de l'équilibre nucléaire.

Et les militaires tentent d'échapper à la condamnation que le nucléaire fait peser sur leur corpora-

tion, car cette arme est si massive, totale, apocalyptique qu'elle exclut ce qui jusqu'ici était le propre des stratèges, c'est-à-dire l'adaptation des moyens aux buts de conquêtes ou de défense. Le nucléaire est l'antithèse absolue de toute proportionnalité, brouillant toute comptabilité double, celle des gains et des pertes. D'où la volonté non seulement de poursuivre le perfectionnement des armes conventionnelles, mais surtout celle de domestiquer le nucléaire. Or la chose est possible, non seulement par la miniaturisation, mais par la précision du tir. Le coup au but permet d'éviter la dispersion, l'arrosage, la destruction dans un large rayon. Ainsi, le général français Gallois parlait-il, avec ravissement, d'opérations d'une précision quasi chirurgicale, en comparaison desquelles les pulvérisations à coups de mégatonnes radioactifs surdimensionnés seraient non seulement inhumaines, mais en quelque sorte inesthétiques.

La guerre classique — même si cette hypothèse est absurde en fonction de l'équilibre général de la terreur — celle où le conquérant ne détruit pas le pays de conquête, mais s'en empare pour mieux renforcer sa propre puissance deviendrait à nouveau possible.

Cette volonté réelle et délirante d'humaniser la guerre, et par conséquent de la récupérer, par l'alliage de la précision du tir à longue distance et de la miniaturisation du nucléaire, est une forme inquiétante de régression: comment, malgré l'interdit de la terreur équilibrée, retrouver les «jeux» d'autrefois?

Mais cette évolution est un fait. Elle pose à la Suisse des problèmes d'une tout autre nature que le mode de mécanisation de l'artillerie ou la défense antichar hélicoptée.

Là, le débat n'est pas encore ouvert; il est pourtant inévitable.

A. G.

La parole au Groupe d'Yverdon

Les élections fédérales sont loin d'être digérées; voici venue l'heure des bilans et des comptes qui ne se règlent pas sur l'avant-scène des médias, mais en petits comités partisans. Là, les chiffres et les pourcentages retrouvent leur poids humain d'influences personnelles, avec les subtiles interprétations des rapports de forces entre tendances et clans divers. A Genève, le texte publié dans ces colonnes (N° 704, 3.11.1983) par notre amie Erika Sutter-Pleines a provoqué de vives réactions. Ci-dessous, une mise au point de B. Béroud, pour le Groupe d'Yverdon. Toujours au bout du lac Léman, les pertes de la gauche provoquent des analyses inquiètes. La «Tribune socialiste genevoise» (adresse utile: James-Fazy 18, 1201 Genève) publie, dans l'une de ses dernières livraisons (N° 98), une intéressante contribution du conseiller national René Longet, «Un nouveau départ pour la gauche?» qui débouche, en conclusion, sur les trois conditions d'un «redressement» socialiste: d'abord «la digestion des acquis de la période du parti attrape-tout», puis la traque, «sans ménagement», de la «langue de bois» qui n'épargne pas les socialistes, et enfin «la présence permanente sur le terrain» que ne saurait remplacer même la meilleure des campagnes électorales.

Dans DP 704, Erika Sutter-Pleines, sous couvert de tirer un bilan des élections nationales, attaque en termes désobligeants les militants genevois du Groupe d'Yverdon, les accusant de paralyser et d'affaiblir l'action du Parti socialiste genevois. Le Groupe d'Yverdon serait même responsable de la défaite électorale!

Je n'entrerai pas dans le jeu du «dénigrement mutuel» que semble affectionner E.S.-P. (on me permettra cependant de m'étonner que DP publie de tels propos). Mais les déformations de la réalité sont telles, et les propos si insultants, qu'ils nécessitent rectification (...)

«Ces camarades (majoritaires au comité directeur genevois par un habile noyautage)...» écrivait E.S.-P.! En réalité, les membres du Groupe d'Yverdon sont parfaitement identifiés en tant que tels. Ils furent élus au congrès de mars 1982 après avoir signé une déclaration politique de tendance, qui était sur les tables, munie de la signature des candidats — et d'autres.

S'il y a une qualité que l'ensemble du parti reconnaît aux militants du groupe d'Yverdon, c'est justement l'importance de leur militantisme à la base — sans la «gratification» des postes publics, rétribués. Alors, nous lier au manque de présence dans la rue relève de la mauvaise foi. Lorsque nous distribuons des tracts en faveur des vendeuses à la sortie de la Placette, où regardait E.S.-P.?

Si nous réclamons la «non-participation» au Conseil fédéral (et non à l'ensemble des exécutifs), ce n'est justement pas par «dynamique de perdant et de victime», mais justement pour que le parti socialiste ne soit plus neutralisé par cette participation. Les «perdants» sont justement ceux qui ont admis une fois pour toutes que deux sièges au Conseil fédéral et 25% de l'électorat sont le maximum que le Parti socialiste suisse peut obtenir. Nous, nous voulons, en ralliant les abstentionnistes grâce à une politique réellement différentes de celle des bourgeois, obtenir la majorité qui existe sociologiquement dans notre pays parmi les travailleurs. Tant que les conseillers fédéraux socialistes s'opposeront en public à la politique du parti socialiste, les socialistes ne seront pas crédibles pour les abstentionnistes.

Bernard Béroud.

Les pluies acides au secours du nucléaire

Les pluies acides et le dépérissement des forêts qui semble bien leur être lié n'ont pas trop chagriné les nucléocrates. Ça leur a surtout permis de montrer du doigt les vilains combustibles fossiles: mazout, benzine, gaz naturel, charbon, qui, selon eux, sont les seuls responsables possibles de cette misère, puisque leur combustion propulse dans l'atmosphère du dioxyde de soufre (SO₂) et des oxydes d'azote (NO_x).

En insistant bien lourdement sur les grands inconvénients de la combustion des combustibles fossiles, on espère faire oublier les multiples pollutions, en particulier radioactives, que le nucléaire nous impose. On essaie aussi de bien faire comprendre pourquoi l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, due à la combustion des mêmes combustibles fossiles, va changer le climat. A ce sujet, une curieuse brochure a été publiée récemment sous le titre «Bouleversement climatique par l'homme»¹. Rédigée par un journaliste, elle est apparemment l'œuvre d'un groupe intitulé «Commission nationale suisse pour l'UNESCO» (section sciences exactes et naturelles). C'est qui ça? En tout cas, la brochure de cette commission est un curieux mélange de journalisme à sensation, de semi-vérités savamment dosées avec des incertitudes. Il ne serait pas autrement étonnant de voir les nucléocrates utiliser ce document pour promouvoir leur cause.

Comme Fred Hoyle (pourtant pro-nucléaire) l'a déjà relevé, toute cette agitation autour du CO₂ est un peu étonnante. En effet, ce qui règle le climat

¹ «Bouleversement climatique par l'homme. Notre planète piégée par l'effet de serre du gaz carbonique.» Dossier préparé par la Section sciences exactes et naturelles de la Commission nationale pour l'Unesco (texte rédigé par Franz Auf der Maur). Berne 1983.

au premier chef c'est l'eau sous toutes ses formes (solide, liquide, gazeuse), car les mécanismes de contrôle qui utilisent l'eau comme régulateur sont très efficaces. Mais laissons cela. De toutes façons, il ne s'agit pas de promouvoir la combustion des combustibles fossiles, mais bien une réduction rapide de la consommation de tous les agents énergétiques non renouvelables: nucléaire, pétrole, gaz naturel, charbon. De remplacer les combustibles fossiles par du nucléaire dans une proportion importante n'est de toute manière pas possible, ni souhaitable.

UNE INVESTIGATION INDISPENSABLE

Revenons aux pluies acides. Malheureusement pour les nucléocrates, l'innocence du nucléaire dans la genèse de ce phénomène n'est pas prouvée et des mécanismes ont été proposés qui attribueraient au nucléaire une responsabilité importante dans la production de pluies acides. S'il n'est certes pas prouvé que le nucléaire soit le responsable principal, ni même majeur, de cette calamité, on ne peut cependant pas du tout exclure qu'il y participe activement. Il n'est donc pas acceptable de suggérer que le nucléaire est un moyen de lutter contre le dépérissement des forêts.

Il y a deux effets à considérer:

1) Tout au long de son cycle, le nucléaire rejette de la radioactivité dans l'environnement. En particulier, à la centrale, des gaz radioactifs comme le Kr^{85} sont émis en continu. Pour ce dernier gaz, il n'existe aucun mécanisme naturel de prise en charge, si bien qu'il reste pour l'essentiel dans l'atmosphère et s'y accumule. De leur côté, les usines de retraitement, comme La Hague, rejettent surtout du tritium (ou hydrogène super-lourd), lequel est radioactif, dans l'atmosphère. Ces gaz radioactifs sont intimement mélangés à l'atmosphère. Il s'agit donc d'une *contamination radioactive*. Voilà qui est différent de la radioactivité naturelle, laquelle est, en bonne partie, exté-

rieure à l'atmosphère, puisque émise par le sol ou générée par le rayonnement cosmique! La comparaison directe de ces deux radioactivités, uniquement en termes d'intensité, n'a donc guère de sens. Lorsque les atomes radioactifs mélangés dans l'atmosphère se désintègrent, ils émettent des particules ou un rayonnement dont l'énergie sera absorbée par les molécules du milieu. Le problème est de savoir ce que cette absorption d'énergie va avoir comme conséquence. On peut fort bien imaginer que cela amène à la création d'oxydes d'azote ou que cela provoque, ou au moins accélère, certaines combinaisons comme celles qui donnent lieu à la formation d'acide nitrique ou sulfurique. Certains prétendent que sans cet apport d'énergie, la formation d'acide serait considérablement plus lente.

Que ces mécanismes ne soient pas parfaitement élucidés et que l'on puisse avoir des doutes sur leur importance réelle, je veux bien. Mais cela ne peut mener qu'à une conclusion: c'est qu'il faut les étudier pour en avoir le cœur net.

Et il vaudrait mieux ne pas confier une telle investigation à des pronucléaires inconditionnels à Würenlingen ou ailleurs.

UNE GIGANTESQUE POMPE

2) Une tour de refroidissement est une gigantesque pompe thermique qui aspire de l'air par sa partie inférieure, lui adjoint une quantité importante de vapeur d'eau (une tour comme celle de Gösigen évapore environ 500 litres d'eau par seconde) et rejette cet air saturé à une hauteur qui va certes dépendre des conditions météorologiques, mais se situera en gros entre 200 et 1000 m sur sol. La pollution de l'air est en général la plus forte dans les couches d'air proches du sol, car c'est dans ces couches que la plupart des polluants sont émis, en particulier les oxydes d'azote du trafic et le SO_2 des chauffages domestiques. La tour de refroidissement transporte donc cette pollution en hauteur, tout en la mettant en présence d'air saturé, donc de

finies gouttelettes d'eau. Ces conditions sont certainement favorables à la formation d'acide et, de plus, cet acide est amené directement aux altitudes où on constate le plus de dégâts aux forêts. Comme c'est curieux!

L'énergie nucléaire se révèle finalement être une pieuvre dont on ne découvre que progressivement le nombre de tentacules. Croit-on avoir trouvé un domaine où elle n'a pas d'effet négatif, la voilà qui avance un nouveau bras encore plus inquiétant que les précédents. Ce qui est sûr, c'est que les campagnes de propagande que les nucléocrates se paient ces temps avec nos factures d'électricité, et qui visent à nous faire accepter l'énergie nucléaire en la présentant comme propre, sûre, etc., sont pour le moins fallacieuses. On cherche à créer artificiellement une panique du manque d'électricité, puis on nous présente le nucléaire comme la seule bouée de sauvetage. De plus, on la pare de toutes sortes de qualités qu'elle ne possède absolument pas.

Il n'y a pas de pénurie d'électricité. On peut, *si on le veut*, l'utiliser de manière plus efficace qu'aujourd'hui et se passer entièrement de l'énergie nucléaire.

P. L.

DOMAINE PUBLIC

Encore mieux!

Se réabonner, c'est bien et du reste indispensable pour cet hebdomadaire qui ne vit que par ses abonnés.

Mais il y a mieux encore: profiter du verso du bulletin vert encarté dans DP 706 pour nous signaler les noms de personnes qui pourraient s'intéresser à «Domaine Public» (nous leur enverrons aussitôt DP à l'essai pendant quelques semaines). Merci encore!

PS. Et si la place vous manquait pour aligner toutes vos suggestions, n'hésitez pas à nous les faire parvenir sur une liste à part...

Au pays du régent-roi

Dimanche dernier, le Valais a donc dit «non» au projet de Loi sur l'instruction publique. Dimanche dernier, le Valais a, une fois de plus, laissé passer une chance de rompre avec son image folklorique d'éternel retardé. Avec en prime, le seul double «non» des cantons romands aux votations fédérales. Ceci pour l'«extérieur».

A l'intérieur, le diagnostic est bien entendu plus complexe. Une première remarque: le partage du canton entre Haut et Bas-Valais, ce dernier ayant recueilli une majorité de «oui». Au-delà de ce constat qu'il s'agira d'approfondir, plusieurs raisons expliquent ce résultat.

Des raisons d'ordre formel d'abord, touchant directement la loi et ses inévitables lacunes suite aux diverses modifications qu'elle a subies depuis son avant-projet. Des lacunes relevées aussi bien par la droite que par la gauche:

— Son flou (volontaire?) laissait présager des possibilités d'orientations diverses lors de l'élaboration des règlements d'application. Craintes d'un progrès trop marqué pour certains, d'un recul éventuel pour d'autres. Et finalement, des oppositions multifformes et cumulées.

— Le compromis final au chapitre de l'organisation du cycle d'orientation — autonomie communale en la matière — effrayait à juste titre par la diversité des systèmes qu'il pouvait engendrer dans un même canton et rendre plus difficile encore l'introduction rêvée d'une école romande.

— La surcharge des programmes — voire même, pour les moins doués, la prolongation de la scolarité — redoutée par l'introduction de la semaine de quatre jours et demi.

A elles seules, ces raisons «objectives» n'auraient sans doute pas suffi à faire échouer le projet. Et ce,

d'autant que les institutions en place — syndicats, associations de parents, la majorité des partis et même... le «Nouvelliste» avec son «petit oui» — s'étaient déclarées en faveur de la loi.

Parmi les motifs profonds, l'opposition simple du conservateur pur et dur à une loi émanant de la minorité. Tout le processus décisionnel s'est ressenti de cette tare de naissance. Difficile, la reconnaissance du père!

JUSTE APRÈS LE CURÉ

Mais surtout, dans les esprits, la perpétuation lancinante de l'image de l'enseignant. Celle qui faisait loi il y a à peine une vingtaine d'années: le «régent» apparaissait, dans le système communal, tout de suite après le curé, au-dessus des autorités politiques. Les mœurs ont évolué certes, mais une partie des parents, empreints encore de cette suprématie, ne pouvaient sans doute pas concevoir d'être les auteurs de cette destitution. Quant aux enseignants qui, pour certains, n'ont pas hésité à influencer le vote par l'intermédiaire de leurs élèves, comment pouvaient-ils se résoudre à admettre la fin de leurs privilèges? Car cette loi — nous l'avons déjà dit (cf. DP 676) — allait délibérément dans le sens d'une plus grande participation des associations diverses concernées par l'éducation. Difficile, la destitution du Régent-Roi!

Les suites. Ce que le Département de l'instruction publique valaisan voulait éviter va sans doute arriver: réviser partiellement, en fonction du mandat qui lui a été confié en 1971, la loi de 1962 pour l'organisation du passage du niveau primaire au niveau secondaire. Après l'échec, il n'est pas évident de retrouver l'enthousiasme. Misons pourtant sur la force des convaincus du changement pour éviter de tomber dans le piège de l'autocensure. Misons surtout sur l'énergie de tous ceux et celles qui, dans cette affaire, n'ont jamais perdu de vue les principaux intéressés: l'enfant et son avenir.

Le départ d'un grand seigneur

Il y a plus d'une année, DP (14 oct. 1982) annonçait quasiment le passage de Kurt Furgler à l'Économie publique, prévoyant que son arrivée à la tête de ce département allait y provoquer tout un remue-ménage, et d'abord chez les trois grands barons. C'est désormais chose aux deux tiers faite, puisque Jean-Pierre Bonny siège au Conseil national et que Paul Jolles vient de démissionner, avec effet au 31 janvier prochain déjà.

Officiellement, le «grand seigneur» au service de l'État fédéral depuis plusieurs décennies va quitter son poste dans sa 64^e année pour se donner le temps de réfléchir à son avenir. Faut-il que les propositions soient diverses et toutes également tentantes pour qu'un homme d'intelligence et de décision comme M. Jolles doive consacrer des mois à ce choix crucial — et, subsidiairement, renonce pour cela à un traitement de fonctionnaire Hors classe I (dans les 210 000.— par an!).

Quoi qu'il en soit de son avenir, qui semble devoir être lié à Nestlé, le départ du secrétaire d'État Jolles, véritable vice-ministre des Affaires étrangères (économiques), va marquer un sérieux tournant. Sous sa direction, l'ex-Division du commerce, devenue Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) en 1979, a connu un développement qui a encore rehaussé son prestige. Elle a d'abord pris un peu ses distances par rapport au Vorort, dont elle a certes continué d'aider à former les cadres, mais sans plus lui fournir un directeur-servant comme du temps où Jean Hotz, chef en titre de la Division du commerce, obéissait en fait à Heinrich Homberger, qui dirigea le Vorort de 1938 à 1954 et avait même un bureau au Palais fédéral. Par ailleurs, l'OFAEE, qui avait cédé ses précédents directeurs après cinq ou six ans de fonction

au Conseil fédéral (Hans Schaffner, directeur de 1955 à 1961) ou à la présidence de la Banque Nationale Suisse (Edwin Stopper, 1961-1966), a trouvé en Paul Jolles un responsable de longue haleine (1966-1984), animé par une vision très large, correspondant bien aux dimensions planétaires de notre politique économique extérieure. Toujours cette idée de la Suisse ouverte au monde, c'est-à-dire à tous les pays solvables avec lesquels on peut commercer, sous la bienveillante et libérale égide du GATT, véritable ONU des libre-échangistes. Dans la foulée, M. Jolles a inventé le volet économique des rapports Suisse-tiers monde; laissant la coopération technique et l'aide humanitaire au Département des affaires étrangères, il s'est réservé les mesures économiques et commerciales avec les pays en voie de développement, soit une centaine de millions par année (le double en 1984, au titre de l'encouragement à l'emploi en Suisse). Les tiers mondistes aboient, et la caravane commercialo-financière passe, avec son cortège de crédits mixtes, de dettes consolidées, d'aides en matière de balances des paiements, d'encouragement à l'importation (de produits suisses donc), etc. Le tout sans compter la garantie contre les risques à l'exportation, qui émerge aussi au budget de l'OFAEE, lequel ascende à près de 400 millions pour 1984.

DANS LA MÊME MAISON

Or donc, ce budget ne sera désormais plus administré par un radical. Sûr de la tradition, le dauphin Klaus Jacobi se croyait prédestiné: principal adjoint de Jolles, chargé des importantes questions générales de politique économique extérieure (OCDE, GATT), poussant la «mise en place» jusqu'à résider dans la même maison de maître, en pleine vieille ville de Berne, que le grand seigneur à remplacer un jour ou l'autre. Bref, une succession soigneusement préparée, mais avec une élégance un peu trop voyante. Ce zèle a-t-il choqué?

Toujours est-il que finalement, sur la base d'une proposition formulée au dernier moment (le seul qui compte), le Conseil fédéral a désigné un autre des quatre délégués aux accords commerciaux pour succéder à M. Jolles. En lieu et place du radical de ligne directe, c'est un Tessinois «sans appartenance politique» qui va bientôt franchir en chef la grande porte de chêne encadrée de marbre où reste gravée l'inscription «Division du commerce» (seuls les chefs de l'Economie publique et du Département militaire, également installés dans l'aile est du Palais fédéral, ont droit à une aussi belle porte, pour tout dire).

UN HOMME DE L'EUROPE

De Cornelio Sommaruga, 51 ans, personne ne peut savoir grand-chose: à force de négocier habilement, de dissimuler son objectif pour mieux l'atteindre, de présenter ses atouts avec discrétion pour les faire plus efficacement valoir, cet homme rompu aux palabres commerciaux les plus élégamment âpres n'a pas de peine à cacher sa pensée, que l'on croit deviner d'inspiration humaniste, social-chrétienne même, disent certains.

Autre aspect du tournant pris à l'OFAEE, dont le département de Pierre Aubert pourrait profiter si K. Furgler n'y veillait pas. C. Sommaruga est un homme de l'Europe: il a fait toute sa carrière en Europe, par l'Europe même puisqu'il a occupé diverses fonctions importantes au sein de l'AELE tout en dirigeant la division «Libre-échange et coopération en Europe» au sein de l'OFAEE. Tandis que M. Jolles se rendait fréquemment en Amérique du Nord et sillonnait le monde au nom de la Suisse, son futur remplaçant se confinait sur le vieux continent, Est compris.

Voilà qui va faire l'affaire du chef de Département de l'économie publique. M. Furgler aime voyager, c'est bien connu. L'idéal pour satisfaire ce goût du mouvement serait les affaires étrangères, dont le tourisme est sans aucun doute plus prestigieux,

sinon plus intense. Car, question déplacement, l'Economie publique offre passablement d'occasions... saisies jusqu'ici avant tout par les grands barons du département, qui vont à l'étranger rencontrer leurs pairs, et se comporter eux-mêmes en ministres, du Commerce extérieur (M. Jolles), de l'Industrie et du Travail (M. Bonny), ou de l'Agriculture (M. Piot).

Les deux premiers sont donc désormais sur la touche. Reste Jean-Claude Piot, représentant attitré de la Suisse auprès de la FAO et chef d'innombrables missions à l'étranger, et par ailleurs solidement ancré dans le riche terroir du Plateau agricole. Le départ du Vaudois le plus haut situé dans la hiérarchie de l'administration fédérale n'est certes pas programmé, mais la succession semble assurée en la personne de l'un de ses adjoints, Hans Popp, démocrate-chrétien.

D'ici là, un autre changement aura eu lieu, qui agite passablement les couloirs du Palais: le successeur de Jean-Pierre Bonny, qui reste à la tête de l'OFIAMT jusqu'à fin mars 1984, n'a pas encore de visage. On prête à M. Furgler l'intention de poursuivre sa campagne de «déradicalisation» du département qu'il dirige — non sans peine — depuis moins d'une année. Une chance unique pour les socialistes, qui devraient sonder sans délai les réservoirs de candidats que représentent les centrales syndicales et surtout les exécutifs cantonaux.

LAUSANNE

La place et le vide

Net refus, ce dernier week-end, du projet officiel d'aménagement d'une des principales places lausannoises (14 000 «non» et 8 000 «oui»). Encore une démonstration de «force» d'une municipalité à dominante bourgeoise qui croyait qu'il suffisait de jouer du muscle libéral pour donner l'illusion d'une cohérence politique.

Le Conseil fédéral content de lui

Jean-Claude Crevoisier a beau ne pas faire partie de l'actuelle volée de conseillers nationaux, il continue de fournir du travail à l'administration fédérale qui n'a bien sûr pas encore fini de digérer la masse de questions et autres interpellations déposées par le bouillant député du Parti socialiste autonome (BE).

En cette fin du mois de novembre, le Conseil fédéral répondait par exemple à retardement à Crevoisier qui l'interpellait sur la sauvegarde de la métallurgie dans les régions jurassiennes «par des mesures urgentes ayant un effet structurel et plus seulement conjoncturel». L'interpellateur s'était même fendu de quelques propositions et comparaisons qui ne manquaient pas de pertinence: «Ces mesures devraient compléter celles existantes (en particulier la LIM et l'arrêté Bonny pour les régions menacées) et celles faisant déjà l'objet d'un projet soumis aux Chambres fédérales (notamment la garantie des risques à l'innovation); elles pourraient jouer, pour cette branche industrielle, par analogie, le rôle que joue la législation fédérale mise en place progressivement pour conserver une forte population paysanne et assurer la productivité de l'agriculture. Un certain encouragement des marchés intérieurs, la formation et le recyclage des personnels, ainsi que le subventionnement direct de la diversification industrielle (rationalisation et assainissement de l'appareil de production) constituerait en particulier l'arsenal des moyens dont la Confédération se doterait pour relever le défi de la crise actuelle.»

Pas moins! Comme on le voit, une attaque frontale du «moins d'Etat»... Réponse du Conseil fédéral: les mesures actuelles suffisent et d'ailleurs, nous avons nos principes: «Dans le cadre de notre ordre économique, il ne saurait être question d'un subventionnement permanent de certaines bran-

ches économiques. Il en résulterait non seulement des distorsions inadmissibles de la concurrence, mais même une paralysie des mécanismes du marché. Les conséquences néfastes pour notre économie en seraient une désaffectation des forces de production entraînant des pertes de productivité et une baisse de compétitivité internationale. Plutôt que de se contenter de maintenir des structures existantes, notre politique économique a pour but de faciliter l'adaptation structurelle de l'économie à une évolution permanente.»

Quelques mots clefs, «compétitivité», etc., mélangez le tout et servez patronalement au plus court. Rien de nouveau sous le soleil, a dû se dire Jean-Claude Crevoisier de retour à Moutier.

POINT DE VUE

Le Chili par la poste

Une lettre reçue de Santiago ce 30 novembre.

Sur l'enveloppe, un timbre de 10 pesos arbore ce slogan: 1973 — Dix ans de liberté — 1983.

Et dans la lettre, parmi des nouvelles personnelles, ce passage: «Le Chili se réveille: maintenant, l'unité est l'aspiration unique et majeure. Toutes les semaines; il y a des actions, des protestations. La répression est raffinée, épouvantable et chaque fois plus massive. Presque toutes les nuits, on perquisitionne les quartiers pauvres (poblaciones), on humilie, on torture, on s'en prend aux petites filles (collégiennes) avec de nouvelles femmes expertes en tortures. Ces dix ans ont servi à éduquer des centaines de phénomènes monstrueux: la vérité est que des aptitudes existèrent dès le premier moment. J'ai le privilège, comme je vous l'ai écrit, d'être «initié» en matière de tortures... Mais jamais encore cela n'a cessé de me toucher et de me faire horreur. Je m'en félicite... il est si facile de se transformer en machine.»

LA PROMESSE DE K. FURGLER

FMI, gros souci

L'an dernier, le Conseil fédéral a pris une option en faveur de l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international, mais sans préciser la date du «message» qu'il adressera aux Chambres à ce sujet.

Pour l'heure, les Sept Sages se contentent d'envoyer le huitième, alias F. Leutwiler, directeur de la Banque Nationale Suisse, participer aux travaux du Club des Dix, qui vont du même coup devenir onze.

Ledit club, qui gère les Accords généraux d'emprunt, n'a pas le statut d'une organisation internationale. La Suisse n'y adhère pas comme telle. La soumission de la participation helvétique à la clause du référendum facultatif n'est donc pas nécessaire.

Ainsi parla le juriste Kurt Furgler devant le Conseil national la semaine dernière. En promettant de demander que l'adhésion au FMI soit soumise au référendum facultatif le moment venu.

- 1) On verra, et on réclamera si on ne voit rien.
- 2) On ouvrira le plus vaste débat jamais organisé en Suisse à propos de notre politique économique et financière internationale.

EN BREF

Les procès ne semblent pas avoir toujours beaucoup d'effet. L'édition sauvage d'un «Astérix et la centrale nucléaire» (Asterix und das Atomkraftwerk) continue de se vendre en Suisse alémanique, de même qu'un nouvel ouvrage, intitulé «Astérix et le haschisch» (Asterix's Grass-zauber). Cela ne fait certainement pas l'affaire de M. Uderzo, même si les éditions authentiques ont toujours le même succès.

Nie wieder Krieg

Un certain vendredi, la presse du matin annonce que le soir même, dans le cadre de l'émission «*Tell quel*», elle va expliquer la condition de la femme du prisonnier. Ce témoignage, qui vient après un article dans la «*TLM*» et surtout une apparition à visage découvert dans une émission de la série «*Agora*», agace d'avance l'employeur de la dame. M. Krieg, qui n'a sans doute jamais vu sa propre tête à la télé, poste dans l'après-midi une lettre de licenciement, pour des motifs qui n'ont rien de déterminant quant à la date de la décision.

En ce moment se déroule au plan fédéral une procédure de consultation, par laquelle les cantons, partis et organisations intéressés sont priés de don-

ner leur avis sur le contre-projet que le Conseil fédéral envisage d'opposer à l'initiative populaire des syndicats chrétiens pour une protection contre les licenciements. Selon l'un et l'autre textes, le licenciement opéré par la direction de Krieg & Cie (adresses inutiles: rue Centrale 10 et rue Haldimand 5, à Lausanne) serait également abusif et illégal.

Encore un mot sur le calendrier: la procédure de consultation se terminera à la fin janvier prochain, les Chambres auront jusqu'en septembre 1985 pour traiter le problème de la protection contre les licenciements, le peuple et le cas échéant les cantons se prononceront dans le courant de 1986. Entrée en vigueur de la nouvelle législation: pas avant 1987. Et passablement plus tard si l'initiative constitutionnelle est acceptée, qui exigera une loi d'application...

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

La paix en dentelles

Au cas où vous voudriez militer pour la paix, sans être soupçonné d'être un sous-marin, un crypto, une «*Moskau-Tante*»! — je ne saurais trop vous recommander d'adhérer à la «*Kaiser-Karl Gebetsliga für Völkerfrieden*» (*Ligue de prière pour la paix de l'Empereur Charles*). Vous vous y trouverez en compagnie de la duchesse de Wurtemberg, de la princesse de Thur-et-Taxis, d'une ou deux archiduchesses, etc. — j'ai trouvé ça à Einsiedeln, hôtel «*Zum Pfauen*», où séjourna Goethe...

A propos de paix, j'ai beaucoup aimé ces déclarations d'un officier lors du procès venu devant le Tribunal de division 3, à propos de l'accident qui avait coûté la vie à quatre recrues: «*Dans toute bonne école de recrues, il y a des morts.*» Si l'on songe que les objecteurs de conscience, qui mettent en danger l'existence même de la Suisse, ne sont punis que de quelques mois de prison, on ose espé-

rer que les officiers accusés obtiendront au moins le sursis.

J'ai beaucoup aimé aussi les récentes déclarations du major Troyon, souhaitant la réintroduction de la peine de mort dans notre pays. Je trouve ça courageux. Encore qu'en ce qui me concerne, quoique n'ayant pas une sympathie particulière pour le major, je ne souhaite pas le voir monter sur l'échafaud... On me dira que ce n'est pas de lui qu'il s'agit et qu'il n'envisage nullement... Soyons sérieux! Il est évident qu'au cours des dernières décennies, quelques milliers de criminels ont été condamnés à mort — et quelques millions d'innocents (et un peu légèrement peut-être, je range M. Troyon parmi les «*innocents*»). On le sait: c'est Jésus-Christ qui fut crucifié, et non pas Barrabas.

Dans un autre ordre d'idées, parlant avec mes élèves d'une causerie que l'un d'eux venait de faire sur le *Chant funèbre devant deux chaises électriques* d'Armand Gatti, dont le sujet est l'affaire Sacco et Vanzetti, et de la pièce de Walter Weideli sur le même thème, *Eclatant Soleil de l'Injustice*, nous avons été amenés à évoquer l'affaire Rosen-

berg. Et l'un d'eux — ou plutôt l'une d'elles — m'a signalé qu'elle venait de lire dans le *Nouvel Observateur* une critique d'un livre qui démontrerait que les Rosenberg étaient bel et bien coupables! Je l'ai priée de me photocopier l'article (numéro du 4 novembre), ce qu'elle a fait très gentiment. Du livre (de deux Américains, Ronald Radosh et Joyce Milton), je ne dirai rien, ne l'ayant pas lu. De l'article... Confondant! Pas la moindre preuve, pas le plus petit document nouveau! Des références au témoignage de David Greenglass, beau-frère et frère des Rosenberg — hautement suspect, puisqu'il était co-accusé et a sauvé sa peau en témoignant contre sa sœur et le mari de celle-ci. Une référence à un certain Tartakow, qui partagea à un moment donné la cellule de Julius Rosenberg et à qui il aurait avoué qu'il était bel et bien un espion — touchante confiance chez un homme qu'on nous présente par ailleurs comme le chef d'un important réseau, un homme de fer qui tint en échec ceux qui voulaient le faire avouer... Lequel Tartakow aurait fait ses révélations... après le procès! Une référence encore à des documents secrets, que le FBI n'aurait pas pu communiquer au tribunal, parce qu'ils risquaient de compromettre la sécurité des USA («*Top Secret*»!) — on se croirait en pleine affaire Dreyfus! J'ai l'esprit mal tourné, c'est vrai: ce livre, qui vient au moment où il importe de prouver que tous les communistes, et même toute la gauche, et tous les pacifistes, sont des traîtres en puissance ou des traîtres tout court — un hasard s'il paraît aujourd'hui?!

J. C.

MOTS DE PASSE

Végétal

Chlorophylle éclore pour annoncer au jour le jour des évidences vertes.

Hélène Bezençon

Après une consultation à la sauvette

Naturalisation facilitée, le résultat s'impose de lui-même. Sa netteté ne dispense pourtant pas de quelques commentaires. Une précision, tout d'abord, pour tempérer la noirceur du tableau helvétique tel qu'il apparaissait dimanche soir au titre de l'intégration des étrangers: plusieurs cantons prévoient déjà aujourd'hui les conditions d'allègement pour la naturalisation des jeunes étrangers vivant en

Une campagne de votations qui a mis en évidence les difficultés de la gauche à s'exprimer en un langage clair, à abandonner le slogan pour l'appellation précise. A Genève, par exemple, socialistes et communistes sont restés dans le flou. L'affiche des premiers recommandait le «oui à l'égalité et à l'intégration», celle des seconds justifiait le «oui» par «une simple question de justice». A l'inverse, démocrates-chrétiens et radicaux ont fait un effort de clarté: «oui à l'égalité entre hommes et femmes», «oui à l'intégration des jeunes et des vrais réfugiés», et encore mieux: «oui à une procédure simplifiée pour les jeunes étrangers élevés en Suisse». Un détail, direz-vous. Certes, cette imprécision n'a pas fait la différence, sur le plan du résultat final; elle illustre néanmoins la pauvreté d'expression de la gauche qui croit encore aux évidences.

Suisse, les réfugiés, les apatrides. Alors, plutôt que de désespérer ou de rêver à de nouveaux assauts par Berne interposée contre la frilosité des Suisses, c'est les autres cantons, encore réticents, qu'il faut dorénavant convaincre. L'action est possible, plus localisée, plus concrète aussi: en réalité, c'est l'étranger anonyme qui fait peur, pas celui qu'on côtoie et qu'on connaît.

Dans le contexte actuel, les campagnes nationales sur ce sujet sont vouées à l'échec. Surtout lorsque

personne ou presque, comme pour ces dernières votations, ne s'engage à fond. Voyez les partis politiques, épuisés par les élections fédérales, qui n'ont exprimé leur «oui» que du bout des lèvres et qui se sont bien gardés d'évoquer ce thème avant lesdites élections. Consultation à la sauvette sur une cause qu'on a considérée comme perdue d'avance. On a fait son devoir. Rien de plus. Donc rien à se reprocher. Le peuple a tranché.

L'argument est un peu facile. Ce pensum, le Parlement l'a liquidé sans enthousiasme, sans stratégie de vainqueur. D'abord, réviser la Constitution pour établir l'égalité des droits entre hommes et femmes dans l'acquisition de la nationalité; l'exercice était juridiquement inutile, les spécialistes sont d'accord sur ce point, une simple révision de la loi aurait suffi. Alors, question alibi pour permettre aux citoyens de dire «oui» à l'évidence et de rejeter

ACTION NATIONALE

Au secours des Germains

Le nouveau conseiller national Jean-Jacques Hegg, né en 1930, élu sous les couleurs de l'Action nationale, mais ancien compagnon de route de James Schwarzenbach, à l'époque du triomphe zurichois du Parti républicain (1971: quatre élus), est un germanisant actif. Jusqu'à dénoncer avec obstination la haine ambiante contre tout ce qui est germanique. On trouve un échantillon de sa pensée dans «Peuple et Patrie», organe de l'Action nationale, de 1979. Mary Meissner, dans le même numéro (7) où elle présentait la Bulgarie sous un jour favorable, faisait écho à un article de celui qui n'était alors que conseiller municipal à Dübendorf; il y était question du «nouveau cri de guerre des impérialistes jurassiens», du «sacrifice des Biennois sur le plan culturel» et des «Fribourgeois de langue allemande en détresse», pour ne citer que quelques sous-titres...

avec meilleure conscience l'autre projet? Cet autre projet, vide, sans chair: «La Confédération peut faciliter la naturalisation...» Dans une disposition de ce genre, chacun peut projeter ses fantasmes; que de bêtises n'a-t-on pas entendues à ce chapitre. Dès lors, pourquoi ne pas prévenir un tel flot d'arguments fallacieux par un projet de loi précis, qui ne laisse pas place aux angoisses et à la méfiance? En disant que l'article constitutionnel nécessiterait encore une loi d'application, le Conseil fédéral n'a pas calmé les inquiétudes, il les a amplifiées.

«Non» au chèque en blanc, ont répondu les citoyens. Est-ce trop demander que le Parlement, sur un sujet si brûlant, prépare en même temps l'article constitutionnel et le projet de loi? Un débat plus objectif aurait été, dans ces conditions, plus aisé.

Une nouvelle étude du D^r Hegg (il est docteur en médecine, spécialiste FMH en psychiatrie) vient de paraître dans l'autre organe de l'Action nationale, «Volk und Heimat»; elle occupe à peu près le quart du dernier numéro (n° 15, novembre/décembre). Encore une dénonciation des attaques dont font l'objet tous les peuples germaniques: en Belgique, en Afrique du Sud, en Alsace-Lorraine, au Tyrol du Sud et ailleurs; mise en évidence du martyre de tout ce qui est allemand (Deutschtum) en Europe orientale. Qu'on se le dise: l'antigermanisme triomphe, les Germains sont menacés. Une biographie complète l'article et, c'est astucieux, ne comprend que des auteurs originaires des pays victorieux en 1945.

Appréciez les dernières lignes: «N'y aura-t-il, un jour, plus d'yeux bleus pour faire face au soleil, plus de cheveux blonds caressés par le vent? On s'efforce de sauver de la disparition les baleines, les phoques, les pandas. Qui sauvera les Germains?»

Il y a de l'intervention parlementaire dans l'air. Préparez vos mouchoirs.